

Deuxièmement, madame le Président, mon honorable ami répond lui-même à sa question puisque, même s'il essaie d'affirmer que le gouvernement a tort de prendre des mesures qui vont à l'encontre des intérêts des provinces de l'Atlantique en général et particulièrement de Terre-Neuve, il mentionne les divers programmes que nous avons mis sur pied pour favoriser l'expansion économique de la région de l'Atlantique.

Nous prenons aussi des mesures pour améliorer et étendre la base économique de Terre-Neuve, notamment dans le cadre des projets d'exploitation des richesses sous-marines. Le 27 août, j'ai annoncé le programme du gouvernement fédéral en vue de garantir que les travailleurs et les sociétés du Canada auraient toutes les possibilités de participer à ces projets et cela produira un grand nombre d'occasions d'emploi pour les travailleurs de Terre-Neuve. C'est une chose à laquelle mon honorable ami n'avait pas pris la peine de réfléchir pendant la période heureusement brève pendant laquelle il a fait partie du gouvernement.

LES SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT À L'INDUSTRIE DES PÂTES ET PAPIERS

Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce, dont la réponse au député de Saint-Jean-Ouest prouve qu'il est bien le nain du cabinet.

Le président de la société MacMillan Bloedel, M. Carl Knudsen, a déclaré dernièrement que trois producteurs de papier journal de la Colombie-Britannique investissaient 500 millions de dollars pour mettre en service trois nouvelles machines à fabriquer le papier journal. M. Knudsen, dont l'entreprise vient de mettre à pied 1,400 travailleurs, a ajouté que ces nouvelles installations tourneront à faible capacité au début, en partie à cause de nouvelles installations financées par le gouvernement ailleurs au Canada. Étant donné que le document cité par les députés fait expressément état de la nécessité d'instaurer un «climat propice» aux investissements privés, pourquoi le gouvernement ne cesse-t-il de nuire à l'essor du secteur privé en finançant des projets concurrents? Pourquoi les contribuables devraient-ils financer des projets qui leur feront peut-être perdre leur emploi?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, la question de l'honorable représentante illustre bien pourquoi on raconte que les conservateurs se disposent en cercle avec leurs fusils quand on leur demande de former un peloton d'exécution. Mon collègue de Terre-Neuve vient de se plaindre que notre gouvernement n'en fait pas assez pour favoriser le développement économique de l'est du Canada. Sa collègue, pour sa part, estime que nous en faisons trop.

Je crois qu'il n'y a absolument rien de mal à travailler de concert avec les provinces et l'industrie pour aider à moderniser l'industrie des pâtes et papiers au Canada, et surtout dans l'est du pays. D'ailleurs, nous avons dit que nous étions disposés à discuter avec les gouvernements des provinces de l'Ouest et avec le secteur privé en vue d'y créer un programme

semblable. Les commentaires du député, qui démontrent la grande efficacité du programme actuel de modernisation de l'industrie des pâtes et papiers, prouve qu'au lieu de contribuer à l'unité nationale, les conservateurs font exactement le contraire.

LA DOCTRINE D'UN EX-MINISTRE LIBÉRAL

M. Tom McMillan (Hillsborough): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce.

Il y a quelques années, un éminent libéral du nom de Walter Gordon, généralement reconnu comme mentor philosophique du ministre, a répandu l'odieuse doctrine voulant que le gouvernement fédéral devrait déplacer les habitants de la région atlantique du Canada vers les centres industriels au lieu d'aider à leur créer des possibilités d'emploi dans leur propre région. J'ai sous les yeux un document très secret du cabinet sur les priorités économiques du gouvernement fédéral pour les années 80. Ce document, que le ministre n'a pas répudié, propose «le déplacement en masse des habitants des régions à faible taux de productivité vers celles où la productivité est élevée». Le ministre assurera-t-il à la Chambre, et donc aux habitants de la région atlantique, qu'il mènera une lutte personnelle contre l'intention avouée du gouvernement fédéral de ressusciter l'odieuse doctrine de Walter Gordon?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, le gouvernement ne s'est pas donné ce rôle. Les faits prouvent que nous faisons des efforts pour accroître les possibilités d'emplois dans toutes les régions du pays; nous l'avons certes fait dans la région atlantique. D'ailleurs, les chiffres les plus récents prouvent que la population de l'Atlantique a augmenté, pour la première fois depuis des années, et cela, grâce à nos politiques visant à appuyer le secteur privé, à créer des emplois et à offrir un milieu propice pour ramener les Canadiens de l'Atlantique chez eux. Cela aurait été inconcevable sous le régime conservateur.

* * *

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

LE CHOIX DE L'ONTARIO PAR VOLKSWAGEN

M. Ron Stewart (Simcoe-Sud): Madame le Président, ma question s'adresse au même ministre. Volkswagen a choisi un emplacement à Barrie, en Ontario. Il n'en coûtera rien au gouvernement fédéral, sauf l'exemption des droits de douane qu'il aurait accordé ailleurs au Canada. Le ministre par son ingérence et celle de ses collègues québécois du cabinet a tenté d'obliger Volkswagen de choisir un emplacement au Québec, au risque de voir la compagnie aller s'installer aux États-Unis. Seule une subvention de 9.2 millions de dollars de l'Ontario a sauvé cette usine. Le ministre ne se rend-il pas compte qu'il n'a aucune influence au sein du cabinet, qu'il a créé des tensions superflues entre l'Ontario et le Québec et qu'en raison de ses initiatives, l'incident à propos de Volkswagen n'est pas demeuré inaperçu, mais nuira aux placements étrangers au Canada?